

ÉDITORIAL

LeDroit
Fondé le 27 mars 1913
L'avenir est à ceux qui luttent

PIERRE JURY pjury@ledroit.com



Le cégep, cible facile

S entant qu'il traîne de la patte dans la course à la direction du Parti libéral du Québec, Pierre Moreau y est allé d'une énormité sans fondement en imputant les problèmes de diplomation des jeunes Québécois à la présence des cégeps.

Ces collèges, créés dès 1967, ont le dos large! Enfants uniques dans le monde de l'éducation au Canada, ils ont peut-être de la difficulté à expliquer leur existence, mais de là à être coupables du décrochage scolaire? Ça ressemble davantage à une boutade lancée par M. Moreau dans l'espoir qu'il se démarque de ses adversaires Raymond Bachand et Philippe Couillard. Et le premier débat des candidats à la succession de Jean Charrest, tenu dimanche à Montréal, était le moment opportun pour le négligé de la course d'y aller d'une opinion qui sert davantage à faire parler de lui, en bien ou en mal, qu'à susciter l'admiration quant à la justesse de son propos.

Comme sujet de discussion, les cégeps québécois se retrouvent au même niveau que les commissions scolaires. La nouvelle droite au Québec trouve toujours le moyen de dire que les commissions scolaires — appelées « conseils » en Ontario — s'avèrent une structure trop coûteuse pour les services qu'elle rend aux élèves québécois. Ainsi, le chef de la Coalition Avenir Québec, François Legault, lançait il y a un peu plus d'un an que les cégeps étaient « de belles places pour fumer de la drogue et décrocher! »

Le candidat Moreau souhaite-t-il ainsi, du même coup, signaler un petit virage à droite pour le Parti libéral? Cela reste à voir...

Signe qu'il n'aura sans doute pas de succès sur cette voie, MM. Bachand et Couillard n'ont pas suivi. La sagesse de l'expérience, sans doute.

Cela dit, il n'est pas inutile de rappeler le pourquoi des cégeps, et pourquoi ils sont une structure utile pour les étudiants. Pas essentielle, puisque ceux des autres provinces réussissent sans eux, mais certainement utile.

Dans les années 1960, le Québec était certes conscient du retard de sa population au niveau scolaire, et tout particulièrement

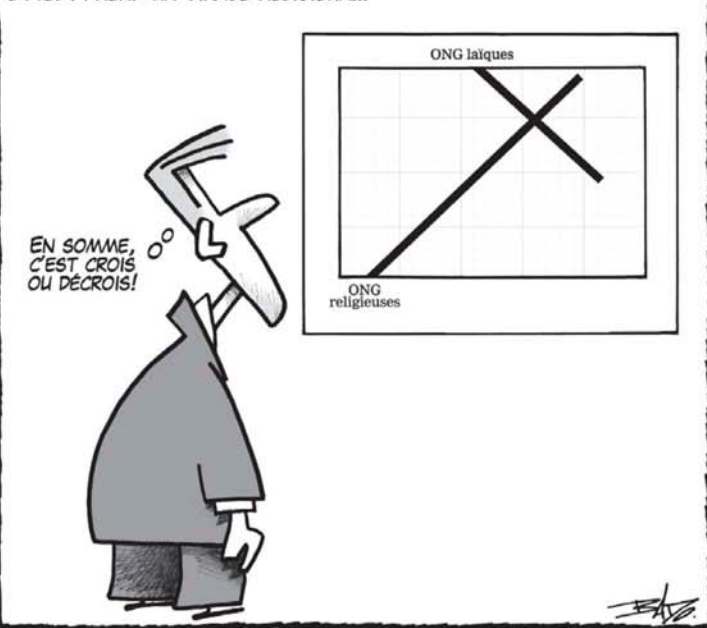
pour celui de sa diplomation postsecondaire. Le rapport Parent, qui a fait le tour de la question, a ainsi proposé la création de collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) où seraient offerts à la fois de la formation professionnelle (des cours techniques) et une formation générale, menant aux études universitaires. Au fil des ans, il s'est créé 48 cégeps au Québec, dont cinq de langue anglaise. Il y en a deux en Outaouais, un anglais (Heritage College) et un français, le Cégep de l'Outaouais.

Les cégeps représentent donc un élément constitutif du réseau de l'éducation au Québec. Mais cela ne fait nécessairement pas du Québec un exemple à suivre en matière de diplomation postsecondaire, comme le soutient en substance la Fédération des cégeps, comme elle l'a soutenu en réponse à l'« attaque » de Pierre Moreau. En groupant le nombre de diplômés des cégeps et ceux des universités du Québec, la Fédération arrive à un taux gonflé de 69% de diplômés, contre les 61% de l'Ontario, au second rang au pays. Quant au rôle de développement régional des cégeps, encore là, c'est se donner beaucoup d'importance. Certes, les cégeps sont importants pour les régions, pour assurer la formation locale des jeunes, comme moteurs économiques aussi. Ailleurs au Canada, il se fait de l'aussi bon développement régional sans les cégeps.

C'est dans une région frontalière comme l'Outaouais que s'apprécient le mieux les différences entre les deux systèmes, le québécois et le canadien, comme nous l'avons déjà souligné (« À la défense des cégeps », *LeDroit*, 18 octobre 2011). Pour les étudiants du parcours général, les cégeps forment des étudiants mieux préparés à l'enseignement universitaire, plus matures. Par contre, au plan de la formation technique, la rigidité du système québécois semble le handicaper par rapport au réseau des collèges communautaires de l'Ontario, qui répond mieux, et plus rapidement, aux besoins du milieu du travail.

Ce qui ne signifie pas, comme l'a sous-entendu Pierre Moreau, qu'il faille défaire complètement le système collégial du Québec pour autant.

L'ACDI PREND UN VIRAGE RELIGIEUX...



ledroit.ca / LA QUESTION DU JOUR
CONFUSION NATIONALE ?

Pendant que Génération nationale veut courtiser la droite nationaliste, Convergence nationale veut rassembler tous les souverainistes. Quelles sont leurs perspectives de succès?

VOTRE OPINION COMPTE!
Envoyez vos courriels à editorial@ledroit.com.

Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents. *LeDroit* ne s'engage ni à publier les documents reçus, ni à justifier leur non-publication. Ne seront publiées que les lettres portant le nom, prénom, adresse et le numéro de téléphone de l'auteur. Seul le nom et le lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

À VOUS LA PAROLE editorial@ledroit.com

Fini, le hockey
Des excuses par ci, des excuses par là, de la part des millionnaires de la LNH, ça me fait suer. Tout le temps qu'ils négociaient, jamais ils n'ont mentionné les amateurs. Maintenant que c'est réglé, ils font des excuses. Je suis d'accord pour un boycott. Amateurs, sortez non pas vos casseroles, mais des bâtons de hockey. Il est trop facile de critiquer, mais il faut aussi agir. Non merci, le hockey, c'est fini pour moi.

Line Branchaud, Russell

main. Je trouve cela consternant. Comment un homme capable et compétent comme lui pouvait-il, du coq à l'âne, défendre les intérêts de l'albertaine Questerra Energy pour l'aider à faire passer l'inquiétante idée du gaz de schiste chez nous? À cause de cela, M. Boisclair n'est pas digne de représenter nos intérêts, ni à New York, ni où que ce soit. Vous parlez de rétablir l'intégrité du gouvernement?

Claire Charron, Gatineau

Double erreur au PQ
À la première ministre *Pauline Marois*, C'était une erreur flagrante d'offrir un poste de sous-ministre à André Boisclair. Et vous avez fait ce qu'il fallait en reculant. Or, c'était aussi une erreur de lui offrir celui de délégué général du Québec à New York. Parce que M. Boisclair, pourfendeur de l'environnement un jour, s'est mis à défendre l'industrie des gaz de schiste le lende-

Au lieu du vaccin
Denis Gratton a écrit qu'il ne se fait plus vacciner contre la grippe. C'est aussi mon cas. Il y a tout près de 30 ans, j'ai succombé à la tentation. J'en ai été très malade. Depuis, la grippe ne m'a plus jamais atteint. Mais je pratique la médecine préventive: activité physique plus de 30 minutes par jour, nutrition saine et légère, arrosée de thé vert quotidien, et vivre chaque jour dans la joie et la communiquer aux autres.

Maurice Marcotte, Gatineau

LE DROIT, LE MARDI 15 JANVIER 2013

BUREAU D'OTTAWA

47, rue Clarence, bureau 222, case postale 8860, succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 3J9

DIRECTION GÉNÉRALE

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR
Jacques Pronovost
ADJOINTE AU PRÉSIDENT
Claude Simard
COORD. PROMO ET COMM.
Mélanie Proulx

ADMINISTRATION ET FINANCES

CONTRÔLEUR
Virginie Richer
RESPONSABLE ADMIN ET PAIE
Lynne Bazinet

RÉDACTION

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Gagnon
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
Patrice Gaudreault

BUREAU DE GATINEAU – SERVICE À LA CLIENTÈLE

Promenades de l'Outaouais, 1100, boul. Maloney Ouest, case postale 82050, Gatineau (Québec) J8T 8E1

PUBLICITÉ

DIRECTEUR PRINCIPAL VENTES
Éric Brousseau
DIRECTEUR VENTES, DÉV. AFFAIRES
Normand Lalonde
COORD. CONTENUS PUBLICITAIRES
Caroline Portelance

PRODUCTION ET INFORMATIQUE

DIRECTEUR PRINCIPAL, PROD.
Raymond Bégin
DIRECTEUR, TECHNOLOGIE INFO.
Louis Simoneau
CONSEILLER, SYS. INFORMATIQUES
Antoine Boulet

ABONNEMENTS ET TIRAGE

DIRECTEUR PRINCIPAL, TIRAGE
Robert Schiffo
SUPERVISEUSE SERVICE À LA CLIENTÈLE
Marie-Josée Hahn



Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.980.6940 Intern: 800.364.6364
COPYRIGHT AND PRINTED BY APPLICABLE LAW

TÉMOINS D'UN ÉVÉNEMENT

VOUS AVEZ DES NOUVELLES, DES PHOTOS D'ACTUALITÉ ?

613-562-0333
nouvelles@ledroit.com

MÉTÉO en détails PAGE 30

 Soleil et nuages. 40% de probabilité de neige en après-midi.
 Max. -2 Min. -11

NOUS JOINDRE
Renseignements généraux : 613-562-0111

Abonnements et livraison du journal
tirage@ledroit.com 613-562-0555
www.lapresse.ca/abonnement 1800-267-6961
Lundi au vendredi : 6 h — 16h30
Samedi : 7 h — 12 h

Publicité (annonces commerciales) 613-562-7747
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

Petites annonces
petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222
necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555
Lundi au jeudi : 8 h — 19 h
Vendredi : 8 h — 17 h 30
Samedi : 8 h — 12 h

SOMMAIRE

Actualités	16
Arts	22
Détente	21
Économie	19
Éditorial	14
Forum	15
Horoscope	21
Loteries	20
Nécrologie	27
Petites annonces	24
Sports	28
Statistiques	30

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.



merci de recycler ce journal

Sur le web
ledroit.ca

QUESTION DU JOUR

Avez-vous regardé la cérémonie des Golden Globes ?

Oui — 13% Non — 87%
642 votes

TWITTER

Suivez LeDroit sur Twitter au www.twitter.com/CybLeDroit.

LEDROIT, LE MARDI 15 JANVIER 2013



ETIENNE RANGER, Archives LeDroit



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, Archives LeDroit

Plusieurs députés libéraux de la région, dont Stéphanie Vallée et Maryse Gaudreault, estiment qu'une remise en question des cégeps serait saine.

Pierre Moreau propose de revoir le rôle des cégeps

Des libéraux de l'Outaouais séduits par l'idée



MATHIEU BÉLANGER
mabelanger@ledroit.com

L'idée lancée par Pierre Moreau, candidat à la direction du Parti libéral du Québec (PLQ), de revoir le rôle des cégeps et d'en questionner la pertinence, séduit des députés de la région.

« On est la seule province au Canada qui a un système de cégeps et on est celle qui est prise avec les chiffres qui sont accablants en matière de diplomation », a affirmé M. Moreau, dimanche, lors du premier débat mettant en scène les trois candidats à la chefferie du PLQ. Le ton était donné. Rapidement, Philippe Couillard a rétorqué

que les cégeps avaient fait leurs preuves au Québec et qu'ils représentent un outil de développement économique pour les régions.

Le député de Papineau, Alexandre Iracà, qui appuie M. Couillard, a toutefois paru moins intransigent que son candidat. « Je ne suis pas certain que la question des cégeps soit une priorité à court terme, mais ça ne veut pas dire qu'on doit fermer la porte à revoir ce modèle, a-t-il affirmé. C'est bien beau de lancer une idée, un débat, mais encore faut-il avoir une solution de rechange à proposer. »

M. Iracà, qui a été président de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées, est d'avis que le volet de la formation technique des cégeps a fait ses preuves et qu'il ne vaut pas la peine de changer ce qui fonctionne bien. « Il y a plus de place à des changements dans la for-

mation générale, dit-il. Peut-être est-il possible de raccourcir cette formation d'un an. Dans une région frontalière comme la nôtre, un tel changement pourrait faire en sorte de réduire le nombre de jeunes qui vont étudier en Ontario. »
Comme Pierre Moreau, la députée de Gatineau, Stéphanie Vallée, est d'avis qu'il ne faut pas avoir peur de remettre en question le modèle des cégeps. « Que ce soit les cégeps ou une autre institution, il vient un temps où il faut revoir leur pertinence, soutient-elle. C'est sain de le faire et de vouloir adapter certaines choses à l'évolution normale de notre société. »

M^{me} Vallée croit qu'il y a lieu de se questionner sur la formation générale des cégeps. Selon elle, cette institution devrait se concentrer sur la formation professionnelle. La formation générale, comme la philosophie et l'économie, pourrait trouver

une place dans la formation au secondaire, ajoute la députée.

Revoir les «vaches sacrées»

Maryse Gaudreault, qui appuie elle aussi Pierre Moreau, croit qu'au risque d'ébranler certaines personnes, il est temps de revoir la pertinence de certaines «vaches sacrées» au Québec. Les cégeps en font partie.

« Il nous faut trouver des façons pour que les jeunes continuent d'étudier et obtiennent leur diplôme et si cela passe par la transformation des cégeps, faisons-le. À mon avis, ce modèle est à revoir pour augmenter le taux de diplomation au Québec. On le voit dans notre région, c'est par milliers que les jeunes vont étudier en Ontario. »

Les trois candidats à la direction du PLQ seront de passage dans la région le 27 janvier prochain pour un débat sur la santé.

» EN BREF

LE PLQ PREND SES DISTANCES DE MOREAU

QUÉBEC — La remise en question du réseau des cégeps évoquée par le député Pierre Moreau « ne reflète pas la position » du Parti libéral du Québec (PLQ), a fait valoir hier son collègue du caucus Gerry Sklavounos. Candidat à la direction du PLQ, M. Moreau a lancé dimanche l'idée d'une réflexion sur l'existence du réseau québécois des cégeps au cours du débat des aspirants à la gouverne libérale. Unique au Canada, le réseau collégial n'a pas permis de combler le retard du Québec quant au taux de diplomation universitaire au pays, a-t-il expliqué pour justifier la tenue d'un débat. Mais la question n'a pas trouvé écho chez Philippe Couillard et Raymond Bachand, les deux autres candidats dans la course. Joint par La Presse Canadienne, le porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, Gerry Sklavounos, a affirmé son soutien au réseau des cégeps. Une telle remise en question ne figure pas dans les cartons du PLQ, a-t-il affirmé.

La Presse Canadienne

VIVES RÉACTIONS DANS LE MILIEU COLLÉGIAL

MONTREAL — Les propos de Pierre Moreau, qui a mis en doute l'utilité des cégeps, dimanche, ont fait bondir le milieu collégial hier. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) juge cette sortie pour le moins «surprenante». Dans les régions où il n'y a pas d'université, les cégeps favorisent la poursuite d'études postsecondaires, souligne la présidente de la FECQ, Éliane Laberge. Dans une lettre ouverte, le président-directeur de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, critique aussi les propos de Pierre Moreau. Il presse plutôt les candidats de s'attaquer aux «enjeux réels», notamment le maintien des cégeps en région. Quant à la Fédération des enseignants de cégep, elle s'est dite «stupéfaite» des déclarations du candidat. « Vouloir se faire connaître du public est une chose, mais le faire en attaquant le réseau des cégeps sur des arguments fallacieux discrédite totalement M. Moreau », a affirmé le président de la FEC-CSQ, Mario Beauchemin.

La Presse

DENIS GRATTON

dgratton@ledroit.com 613-562-7531



Le champion du bonheur

«**C'**était un p'tit bonheur
Que j'avais ramassé
Il était tout en

pleurs

Sur le bord d'un fossé...»

Ah! Si le bonheur nous venait aussi facilement que dans cette chanson du grand Félix Leclerc.

Remarquez qu'elle ne se termine pas aussi bien qu'elle débute, cette chanson. Parce que le bonheur trouvé «sur le bord d'un fossé» quitte son maître à un moment donné. Et le pauvre auteur se retrouve Gros-Jean comme devant.

Pas facile de trouver le bonheur et de le garder en soi pour l'éternité. Pas facile du tout.

Une blessure, une maladie, une peine d'amour, une perte, un échec, un mot blessant... Tant de choses peuvent étouffer notre bonheur.

Que faire pour le retrouver? Que faire pour le conserver? Que faire pour le partager?

C'est bien simple. Vous n'avez qu'à vous joindre au Club du bonheur de l'Outaouais.

«Au quoi, Gratton!?»

Je savais que vous alliez me demander.

J'ai dit «au Club du bonheur de l'Outaouais». C'est un club qui verra le jour jeudi soir à Gatineau. Il s'agira du deuxième au Québec, après celui de Montréal, qui a été créé l'an dernier. Et on compte plus de 80 «Clubs du bonheur», dans divers pays, qui ont tous été créés en suivant le modèle des «Happiness Clubs» fondés par l'Américain Lionel Ketchian.

«C'est quoi ça, Gratton?»

Je savais que vous alliez me demander.

Un Club du bonheur, ce sont des gens comme vous et moi qui se réuniront une fois par mois ou une fois aux deux semaines pour discuter, échanger et partager des outils pour être plus heureux, tout simplement.

«Le Club du bonheur de l'Outaouais sera ouvert à tous», a dit le fondateur de ce club, le Gatinois Marcel Hallé. «Il n'est pas nécessaire d'être heureux pour y participer. Il suffit simplement de vouloir l'être davantage. Et si on est déjà heureux, tant mieux! On pourra alors partager son

bonheur et ses trucs avec les autres. Et qui sait? Peut-être y aura-t-il des liens d'amitié qui se créeront entre les participants.

— Donc les gens malheureux peuvent aussi s'y joindre?, que je demande à M. Hallé.

— Bien entendu! Ce sera un peu un club d'entraide aussi. Une personne malheureuse pour une raison ou une autre pourra venir chercher l'appui pour passer à travers son malheur.

— Et ce sera une première rencontre de ce club, jeudi soir, M. Hallé?

— Oui. Et je ne sais pas combien de gens répondront à l'appel, mais j'espère que nous serons nombreux. Et avec le temps, on va un peu refaire ce qui se fait à Montréal et ailleurs. C'est-à-dire qu'on pourra avoir des invités spéciaux comme des conférenciers, des psychologues et des coaches de vie qui nous feront découvrir des outils et des idées pour créer plus de bonheur autour de nous. On pourra aussi partager nos bons coups et nos défis, y faire découvrir la sagesse d'un livre ou d'un film particulièrement inspirant. Les

idées ne seront limitées que par la créativité des participants.

— C'était votre idée de créer ce club à Gatineau?

— Oui. J'ai rencontré les gens à Montréal et je me suis un peu inspiré de ce qui se fait là-bas. Je suis semi-retraité, j'ai 59 ans. Et je me dis que si je peux finir ma carrière en rendant les gens heureux, tant mieux. Et si je peux vivre jusqu'à 80 ans en faisant ça, je serai moi-même le plus heureux au monde», conclut M. Hallé en riant.

La première rencontre du Club du bonheur de l'Outaouais se tiendra le jeudi 17 janvier, à 19 h, au Centre communautaire St-Gérard (1259, du boulevard Maloney Est, secteur Gatineau). Le coût d'entrée est de 2\$.

Pour de plus amples renseignements, consultez le site www.auxoiseaux.ca. Ou communiquez avec M. Hallé au 819-420-3488 ou au info@auxoiseaux.ca.

Le club des «champions»

Parlant de champion, j'ai décidé d'imiter M. Hallé en ce début d'année.

Non, je ne fonderai pas un «Club du bonheur» à Vanier. Je vais plutôt créer un club dans ma chronique. Et je l'appelle: le Club des Champions.

Et le tout premier «champion» à être admis dans mon club sélect, on parlait de lui dans un court texte dans notre édition d'hier. Je vous le résume.

Le gars se trouvait dans un restaurant de Gatineau aux petites heures du matin, samedi. Ivre mort, il a décidé d'aller faire un brin de «jasette» avec deux policiers en pause.

Les policiers ont vite constaté que leur interlocuteur était «chaud comme une botte», mais ils n'en ont pas fait de cas.

Par contre, quand le gars saoul mort a décidé de quitter le restaurant au volant de sa camionnette, les policiers l'ont vite intercepté. Et la teneur en alcool dans son sang dépassait trois fois la limite permise.

Tout un «champion», n'est-ce pas? Il s'est ni plus ni moins livré lui-même à la police. Alors bienvenue dans mon club et... bravo mon Champion! Misère...

AVEC NOUS, LA RÉGION EST À VOTRE PORTÉE



PIERRE JURY
ÉDITORIALISTE EN CHEF



GILBERT LAVOIE
CHRONIQUEUR • POLITIQUE QUÉBÉCOISE



BADO
CARICATURISTE

LeDroit
AVEC VOUS ET POUR VOUS
DEPUIS 1913

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

15 janvier 2013 | *Le Droit* | Vincent Larouche, *La Presse*

UN EX-ENSEIGNANT PLAIDE COUPABLE D'EXHIBITIONNISME

Confronté au récit de plusieurs adolescentes qui s'étaient déplacées pour témoigner de ses penchants exhibitionnistes, Yanick Letendre, un ex-enseignant montréalais a finalement plaidé coupable hier à plusieurs accusations criminelles liées à l'utilisation d'une webcam pour offrir des séances de strip-tease à des élèves. L'affaire remonte à janvier 2009. À sa dernière journée de travail avant de partir en congé sabbatique, Letendre a fait ses adieux à ses élèves de troisième secondaire, âgés de 14 et 15 ans. Il a écrit au tableau son courriel personnel, afin que ceux-ci puissent communiquer avec lui s'ils avaient des questions sur la matière enseignée. Plusieurs jeunes sont effectivement entrés en contact avec lui au cours des semaines qui ont suivi. Mais dans le cas de quelques adolescentes, les conversations sont devenues graduellement plus personnelles. Sur son profil dans une activité de réseautage, Letendre a affiché des photos de lui en peignoir ou nu, de dos. Au terme de clavardages en soirée, il s'est exécuté plusieurs fois sous les yeux d'élèves de son école, qui le regardaient par webcam. Selon le résumé des faits déposé en cour, il dansait en peignoir, en sous-vêtements ou nu, et il exhibait ses fesses et son sexe. Un jour, la mère d'une élève est entrée dans la chambre de sa fille et a vu à l'écran de l'ordinateur une photo de l'enseignant nu, de dos. « Ma mère est dans ma chambre, elle te voit », a écrit la jeune fille. Letendre a répondu, en panique: « Je m'excuse, dis à ta mère que je ne fais jamais ça devant des étudiants, c'est une erreur. » Trop tard. Son histoire s'est répandue à l'école, des adolescentes l'ont dénoncé et la police s'en est mêlée. Letendre a été congédié au printemps 2010. Les représentations sur sentence doivent avoir lieu jeudi.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Article précédent

Article suivant

15 janvier 2013 | Le Droit

FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Feu vert pour 459 unités de logement

La densification n'a pas lieu qu'au centre-ville d'Ottawa. Le comité municipal de l'urbanisme a donné son consentement à deux projets immobiliers totalisant 459 unités de logement dans les secteurs Nepean et Kanata, hier.



COURTOISIE, Ville d'Ottawa

Le promoteur Richcraft souhaite construire trois tours résidentielles de 15 étages sur un terrain vacant à l'angle des promenades Centrepoint et Constellation, dans le secteur Nepean, à Ottawa.

Le promoteur Richcraft a obtenu le changement de zonage nécessaire pour construire trois tours résidentielles de 15 étages sur un terrain vacant à l'angle des promenades Centrepoint et Constellation, près de la place Ben-Franklin, dans le secteur Nepean. Les édifices abriteront 364 unités de logement et des commerces au niveau de la rue.

Les voisins auraient préféré des édifices de 10 étages. « Des structures plus élevées auront un impact plus grand sur la qualité de vie des résidents », a noté Ron Benn, président de l'association des résidents de Centrepoint, devant le comité.

Or, Richcraft avait déjà réduit la hauteur de son projet à la demande des urbanistes municipaux. Au départ, le promoteur souhaitait ériger deux tours de 24 étages. Il s'agit de la « meilleure offre possible », a insisté le conseiller du quartier, Rick Chiarelli.

Du côté de Kanata, la firme Morley-Hoppner a obtenu le feu vert pour un projet résidentiel de sept étages, abritant 95 unités de logement. De l'avis du promoteur, le futur édifice à l'angle de la rue Parkway du chemin Teron est censé faire le pont entre la dizaine d'étages des appartements Atriums, juste à l'est, et les habitations d'un ou deux étages, à l'ouest.

Le 2, rue Parkway est cependant loin de faire l'unanimité. Des résidents accusent la Ville d'Ottawa de renier le plan d'urbanisme de l'ancienne municipalité de Kanata, qui ne permettait aucun développement d'une telle hauteur à cet endroit. « Vous allez provoquer un important changement », a dénoncé John Mlacak, un ancien élu municipal, devant le comité.

La conseillère du quartier, Marianne Wilkinson, a tenté de retrancher deux étages à l'édifice. En vain. Sa résolution n'a obtenu aucun appui au sein du comité.

Le conseil municipal doit entériner les deux changements de zonage le 23 janvier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Vers un duel entre Sandra Pupatello et Kathleen Wynne pour la chefferie libérale



Publié le 14 Janvier 2013
Sébastien Pierroz 

Les candidates Sandra Pupatello et Kathleen Wynne sont au coude-à-coude dans la course à la chefferie libérale de l'Ontario.

Sujets : [Congrès des libéraux](#) , [Toronto](#)

À dix jours du Congrès des libéraux à Toronto, les 1837 délégués élus samedi et dimanche derniers pour participer à l'événement appuieront Sandra Pupatello en majorité (27,44 %), contre 25,20 % pour Kathleen Wynne.

Longtemps donnée largement en tête, Mme. Pupatello doit maintenant faire face à la menace de Mme. Wynne dans les intentions de vote. Jeudi dernier, le candidat Glenn Murray s'était retiré de la course à la chefferie, donnant du même coup son appui à cette dernière.

Gérald Kennedy (13,99%) et Hardinder Takhar (13,28%) pourraient avoir un rôle d'arbitre dans la campagne du fait que les délégués choisiront eux memes quel candidat appuyer lors des tours subséquents lors du Congrès. Pour être élu, un candidat doit remporter au moins 50 % des suffrages plus une voix. Un règlement qui laisse augurer plusieurs tours de scrutin

Chales Sousa (10,78%) et Eric Hoskins (5,66%) ferment la marche après le vote des délégués.

Quelque 445 délégués d'office, incluant les députés libéraux actuels et passés au provincial et au fédéral, prendront également part au vote lors du Congrès.

Qnz#xopibj#ne#xlog#kdpd#wfkno#h(sobg#khu

BY TONY SPEARS ,OTTAWA SUN

FIRST POSTED: MONDAY, JANUARY 14, 2013 05:49 PM EST | UPDATED: TUESDAY, JANUARY 15, 2013 07:41 AM EST

The province is pouring nearly \$48 million into Ottawa schools so students feel less like sardines in tin boxes.

Mutchmor Public School, South March Public School, Earl of March Secondary School and Longfields-Davidson Heights Secondary School will all get new, permanent additions.

And a brand-new school will be built in Kanata North.

Ottawa-Centre MPP Yasir Naqvi made the announcement Monday in the Mutchmor library.

“We heard from school boards that early approvals for capital projects would be helpful in planning for full-day kindergarten roll out, and help address the need for new schools in areas of new residential development,” Naqvi said.

Translation: money that would have only been made available in the spring is ready to spend now.

Mutchmor School Council chair Jennifer Wilson was pleased, even though it will mean a big change for the Glebe school: Mutchmor will swap digs with nearby First Avenue Public School.

“(The funding) will address overcrowding in our community that’s been a problem for seven, eight years or more,” she said.

First Avenue council co-chair Daphne Ducharme was also keen to make the switch.

Her school has given up its teachers’ lounge and half of its library to cram in more classrooms.

“We are occupying every square inch of space at First Avenue,” Ducharme said.

“(The move) will change the community significantly but it also has the distinct advantage of keeping all of the children in their community.”

Even Nepean-Carleton MPP Lisa MacLeod couldn’t find fault with the Liberal announcement.

“This is going to put an end to 23 portables outside of a school where kids are actually being educated in the gym and in the hallway,” said MacLeod, who arrived with a purple-clad posse from Longfields-Davidson.

She also hinted at the content of an anticipated Tory education white paper.

“There’s a thought out there that maybe we should reward teachers who participate in extra-curricular activities,” she said.

“But we’ll have more to say on that — I won’t spill the beans right yet.”

There was no new money for the decaying Broadway Public School, last year the subject of a fierce debate between those who wanted to renovate it and those who wanted to blow it up and rebuild.

“In the next cycle, we may be able to secure funding,” Naqvi said.

Monday’s announcement means Broadview moves up to third on the priority list, he said.

Twitter: @ottawasuntonyms

VSRQVRUHG#DIQNV#



[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *15 Jan 2013* | *Ottawa Citizen*

Where the money goes

The Ottawa-Carleton District School Board has received \$47.9 million from the provincial government. Here's where that money will be spent:

\$15.4 million: To build an addition at Longfields-Davidson Heights Secondary School in Barrhaven

\$12 million: To build a new elementary school in Kanata North

\$10.6 million: To build an addition at Earl of March Secondary School in Kanata

\$5.3 million: To build an addition at South March Public School in Kanata

\$4.6 million: To build an addition at Mutchmor Public School in the Glebe

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 15 Jan 2013 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON

OCDSB gets \$47.9 million for schools

Provincial cash to cover new build in Kanata, four renovation projects

The city's largest public school board hit the jackpot Monday, collecting nearly \$50 million from the provincial government to build a new elementary school in Kanata and renovate four other schools.

The money will help the Ottawa-Carleton District School Board build permanent additions at Longfields-Davidson Heights Secondary School in Barrhaven and Earl of March Secondary School in Kanata.

It will also pay for expansions at South March Public School and Mutchmor Public School in the Glebe, where Ottawa Centre MPP Yasir Naqvi made the announcement.

"This is an exciting day for our community and it's going to result in an even better education for our children," Naqvi said.

The new projects, totalling \$47.9 million, will provide students with modernized learning spaces and also support the continued roll out of fullday kindergarten, he said.

Construction will begin next year and the projects will hopefully be completed by September 2015.

"This is great news for the OCDSB," said Jennifer Adams, the board's director of education.

She said the funding is a recognition of the board's need for more student spaces and the collaborative process it uses to prioritize capital projects.

Around this time last year, OCDSB trustees presided over a tumultuous series of public meetings as they tried to prioritize capital projects with limited financial resources.

The finalized list, approved in April, included renovation projects at three other elementary schools — Carleton Heights, Broadview and Devonshire — and new elementary schools in Orléans, Barrhaven and South Ottawa.

The OCDSB hopes to fund some of those initiatives using its own reserves and government funding that has not been announced yet, Adams said. "This is the first step in a very important process and we're happy to be here."

Naqvi and Jennifer McKenzie — the trustee for Kitchissippi and Somerset who is currently seeking the NDP nomination in Ottawa Centre — both said they hope the Broadview project will now move up the list.

Wearing a purple hoodie emblazoned with the Longfields-Davidson Heights logo, Barrhaven MPP Lisa MacLeod said she was pleased the overcrowded high school will get a much-needed addition.

"Today's a big victory for the students in our community, but also the parents who've worked really hard," she said, adding the school currently has two dozen portables.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 15 Jan 2013 | Ottawa Citizen | Mpearson@ottawacitizen.com twitter.com/mpearson78

Schools: More announcements expected

Monday's announcement came later than similar ones have come in the past, prompting MacLeod, the Progressive Conservative education critic, to say, "There's no question it was delayed in order to have a positive message for the government as a result of Bill 115."



PAT MCGRATH/OTTAWA CITIZEN

The Ottawa-Carleton District School Board received \$47.9 million from the provincial government to build a new elementary school in Kanata and renovate four other schools, including Longfields-Davidson Heights Secondary School in Barrhaven.

The controversial legislation was used earlier this month to impose a new contract on thousands of striking teachers and is widely seen as the aggravating factor in the current dispute between teachers' unions and the government.

The Liberal government will pump \$700 million into capital projects provincewide, and Ottawa "has done very well," Naqvi said.

But not everyone was thrilled with the announcement.

Orléans-Cumberland trustee John Shea tweeted that the city's east end was "forgotten."

"Very disappointed the @OntLiberal govt didn't announce funding for a 2nd school in Avalon. We're bursting!," the trustee tweeted Monday.

Naqvi said other Ottawa-area Liberal MPPs are expected to make capital funding announcements related the city's other three publicly funded school boards in the coming days.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)